



Communiqué de presse - Embargo de publication : jeudi 25 mars, 11h00

Une vaste alliance « 2 x NON à des initiatives agricoles extrêmes »

Augmenter massivement le prix des aliments locaux ?

Une vaste alliance d'associations représentant l'entier de la chaîne de valeur concernée a donné le coup d'envoi de sa campagne contre les initiatives agricoles extrêmes. L'initiative sur l'eau potable et celle sur l'interdiction des pesticides menacent la production de denrées alimentaires locales, les renchérissent et augmentent les importations, sans que cela bénéficie à l'environnement. Lors du lancement de la campagne, des représentants des consommateurs, de l'industrie transformatrice, des producteurs de fruits, de légumes et de plantes ornementales ainsi que des jardinerie expriment leur inquiétude et mettent en garde contre les conséquences négatives de ces initiatives.

Le 13 juin prochain aura lieu le vote sur les initiatives sur l'eau potable et pour l'interdiction des pesticides. Ces initiatives agricoles extrêmes sont dommageables pour l'ensemble de l'économie suisse. Si les producteurs ne peuvent plus protéger leurs cultures contre les maladies et les nuisibles avec des produits phytosanitaires, l'offre de produits locaux diminuera et les prix augmenteront. Le prix des denrées alimentaires suisses prendra l'ascenseur, tandis que le gaspillage alimentaire et le tourisme d'achat augmenteraient sensiblement. Cela serait au détriment des agriculteurs, des consommateurs, des producteurs et transformateurs suisses de denrées alimentaires, du commerce, de la restauration et des PME. À cela s'ajoute que ces initiatives affaiblissent l'innovation et la recherche suisses.

Large alliance du NON

Au vu des importants risques générés par les initiatives, les membres de la Communauté d'intérêt (CI) Avenir de la protection des plantes (Union maraîchère suisse, Fruit-Union Suisse, JardinSuisse et Swiss Convenience Food Association) font campagne ensemble pour un double non. Leur action est soutenue par Economiesuisse, Schweizer Konsumentforum Kf, l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort et Vitisswiss. Ces acteurs représentent de nombreuses branches, dont les producteurs et transformateurs de fruits et légumes, les horticulteurs et les producteurs de plantes ornementales, les organisations de défense des consommateurs, le commerce, la restauration et de l'hôtellerie.

Lors de la conférence de presse de lancement de la campagne, des représentants de toute la chaîne de valeur ont indiqué pourquoi les initiatives doivent être clairement rejetées :

- **Bruno Witschi, président de Swiss Convenience Food Association (SCFA) :** « Ces initiatives sont radicales et ont des conséquences négatives pour l'ensemble de l'économie. La qualité de l'offre alimentaire se détériore, la baisse de la production fera exploser les prix pour les transformateurs et producteurs suisses de denrées alimentaires. L'existence de nombreuses PME est menacée. »
- **Simone de Montmollin, conseillère nationale PLR (GE) et membre du comité de Fruit-Union Suisse :** « Beaucoup de mesures sont déjà déployées pour préserver l'environnement, la qualité de l'eau et les personnes. Ces initiatives agricoles extrêmes ignorent ces progrès et entravent l'innovation permanente. »
- **Hannes Germann, conseiller aux États UDC (SH) et président de l'Union maraîchère suisse :** « Les deux initiatives agricoles sont extrêmes et ont des conséquences sérieuses sur l'ensemble de l'économie : elles menacent l'existence de producteurs dans tout le pays et sont très dommageables pour les transformateurs et les consommateurs. »

- **Babette Sigg, présidente de Schweizerisches Konsumentenforum kf et présidente du PDC Femmes** : « Ces initiatives sont contre-productives. Elles renchérissent les denrées alimentaires, favorisent le gaspillage alimentaire et le tourisme d'achat et entravent l'innovation en matière de protection des plantes. »
- **Marianne Maret, conseillère aux États PDC (VS)** : « Ces initiatives menacent la sécurité alimentaire, la santé des animaux et la production locale. Elles renchérissent les denrées alimentaires et favorisent un tourisme d'achat néfaste pour l'environnement. »
- **Christoph Mäder, président d'economiesuisse** : « Les deux initiatives ratent leur cible. Des interdictions et des prescriptions radicales ne sont pas la bonne solution pour accroître la durabilité. Il faut, au contraire, miser sur l'innovation et le bon sens. »
- **Olivier Mark, président de JardinSuisse et de la CI avenir de la protection des plantes, membre du Comité directeur de l'Union suisse des arts et métiers (usam)** : « Les jardiniers aiment la nature. Ils peuvent vous aménager un jardin naturel, mais doivent parfois traiter leurs plantes avec les bons produits pour les protéger. Imaginez l'impact sur le paysage si le jardinier de votre village devait cesser ses activités ! »

Visionner la conférence de presse du 25 mars 2021 :

<https://www.youtube.com/channel/UC5rfmUNf0Cm-2i1889NeeNw>

Contact et informations complémentaires

CI avenir de la protection des plantes, Christian Schönbächler

Courriel : info@avenir-protection-plantes.ch

Site web de la campagne : <https://avenir-protection-plantes.ch/>

Site web de la CI : ig.avenir-protection-plantes.ch